METTRE EN PLACE LE COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE (CSE) DANS UNE ENTREPRISE D'AU MOINS 50 SALARIÉS

LOGO CABINET





Une nouvelle instance unique

- Remplacement des anciennes instances représentatives du personnel (DP, CE, CHSCT)
- Composition :
 - ➤ l'employeur
 - > une délégation du personnel élue





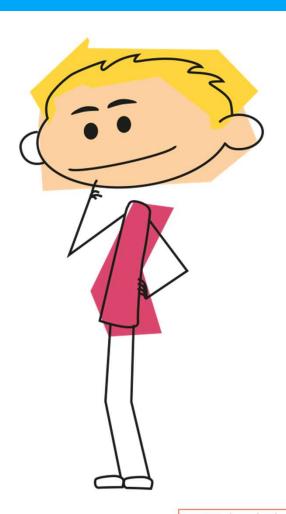
D'après vous ?

Sachant qu'il doit mettre en place un comité social et économique, un employeur organise son calendrier.

Les mandats des délégués du personnel arrivent à échéance le 5 octobre 2019. En revanche, celui des élus au comité d'entreprise n'expirent, en principe, qu'au 10 février 2020.

Quand la mise en place du CSE de son entreprise doit-elle être effective?

- A Au plus tard le 6 octobre 2019
- B Au plus tard le 1^{er} janvier 2020
- C Au plus tard le 11 février 2020



Voir les résultats

Les entreprises concernées

- Une mise en place obligatoire dès lors que le seuil de 11 salariés est atteint depuis 12 mois consécutifs
- Exclusion du calcul des effectifs :
 - les apprentis
 - les titulaires d'un contrat initiativeemploi
 - ➢ les titulaires d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi
 - les titulaires d'un contrat de professionnalisation



Cadre de la mise en place du CSE

- Entreprise à établissement unique : 1 CSE au niveau de l'entreprise
- Entreprise à établissements multiples : 1
 CSE central + des CSE d'établissement
- Entreprise appartenant à une unité économique et sociale : 1 CSE commun est mis en place
- Entreprise appartenant à un groupe : mise en place d'un comité de groupe



En cas de variation d'effectif...

- Franchissement à la baisse du seuil de 11 salariés : maintien de l'instance jusqu'au terme des mandats de ses élus
- Franchissement à la hausse du seuil de 50 salariés : extension des attributions de l'instance
- Franchissement à la baisse du seuil de 50 salariés : attributions inchangées jusqu'au renouvellement de l'instance



Articulation avec les anciennes instances représentatives du personnel

mandats des membres des anciennes IRP entre le 24 septembre et le 31 décembre 2017 La mise en place du CSE était requise au 1^{er} janvier 2018 Expiration des mandats des membres des anciennes IRP entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018 La durée des mandats des membres des anciennes IRP peut être réduite ou prorogée au plus d'un an

Expiration des mandats des membres des anciennes IRP entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 La durée des mandats peut être réduite d'une durée maximum d'un an

<u>A noter</u>: si un protocole d'accord préélectoral prévoyant le renouvellement des anciennes instances représentatives du personnel (IRP) a été conclu avant le 24 septembre 2017 : le CSE sera mis en place, au plus tard, à compter du 1^{er} janvier 2020

L'accord préélectoral

- Invitation des organisations syndicales à la négociation d'un protocole d'accord électoral
- Négociation de l'accord :
 - > nombre de sièges / volume des heures individuelles de délégation
 - > nombre et composition des collèges électoraux
 - répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel et répartition du personnel dans les collèges électoraux
 - > nombre maximal de mandats des élus
 - > composition du bureau de vote
 - > etc.

